

Agriculture et protection de la nature – un problème !?

Le rôle historique de l'agriculture

D'un point de vue historique, l'agriculture est certainement le plus grand producteur de biodiversité. Sans agriculture, l'Europe de l'ouest serait couverte de forêts à plus de 95% - avec une richesse floristique et faunistique nettement moindre.

C'est l'agriculture qui a créé et étendu les habitats des espèces des espaces ouverts. C'est l'agriculture qui, au fil du temps, a créé une mosaïque de biotopes, condition indispensable pour la richesse faunistique et floristique telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Contexte et contraintes économiques

A partir des années 50, la politique européenne a stimulé la production et la productivité agricoles. En même temps, c'est à cette époque que débute la mécanisation, ce qui a permis d'augmenter la productivité. Depuis, la biodiversité recule en milieu agricole. Cependant, cette évolution ne doit pas inciter à sublimer les modes d'exploitation de jadis, modes d'exploitation extrêmement exigeants en main d'œuvre. Le „bon vieux temps“ n'a jamais existé pour nos ancêtres!

Les changements structurels, la croissance de certaines exploitations agricoles et la disparition d'autres, la spécialisation, la mécanisation, la rationalisation et l'amélioration de l'efficacité des processus agricoles ont une raison, une cause, à savoir des contraintes économiques.

Le rôle fondamental de l'agriculture est depuis toujours l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires. Les traités de Rome relatifs à la création de l'Union Européenne stipulent expressément l'autoapprovisionnement alimentaire et un revenu décent pour la population agricole. Pendant plus de 30 ans, l'augmentation de la production était le principal objectif de la politique agricole commune (PAC).

Au niveau de l'exploitation agricole, la priorité va à la réalisation d'un revenu suffisant pour assurer un niveau de vie décent et la pérennité de l'exploitation. Car il ne faut pas perdre de vue que la durabilité a aussi – et surtout – un aspect économique. Depuis les années 90, la tendance libérale augmente encore la pression sur les exploitations. La conséquence a été et est toujours: Croître ou disparaître. Que ça plaise ou non!

Le cadre politique et économique actuel ne laisse guère de place pour des actions ciblées en faveur de la biodiversité ou tout au plus comme effet secondaire/marginal de la production agricole. Ce n'est pas la faute des agriculteurs, mais du contexte politique et économique!

L'agriculture dans les communes germanophones: un retour en arrière

L'évolution de l'agriculture en Communauté Germanophone (CG) montre à quel point la GAP a influencé l'agriculture locale:

En CG comme dans une grande partie de la province de Liège, c'est la prairie permanente qui prédomine. Il n'y a guère d'alternatives à la production laitière spécialisée. Depuis 1985, on y a assisté à une évolution remarquable qui n'a pas été visée intentionnellement ni par la politique ni par les agriculteurs: au fil des années le cheptel laitier a été réduit d'un tiers suite à l'introduction des quotas laitiers. Le cheptel viandeux étant resté stable, la charge de bétail a fortement diminué de même que la fumure tant minérale qu'organique. Dans ce sens, l'agriculture locale a subi une extensification importante.

Par contre, l'exploitation des prairies a été intensifiée: on fauche plus tôt et plus fréquemment.

Le nombre d'exploitation a fortement diminué et la taille des exploitations a fortement augmenté avec comme conséquence une rationalisation toujours plus poussée pour faire face à la charge de travail.

Je veux dire par là: si on parle d'intensification ou d'extensification, il est indispensable de préciser de quoi on parle: fumure, rythme de fauche, dimension des exploitations, rationalisation en vue de réduire la charge de travail ...

Des espèces sont de retour

Récemment, un certain nombre d'espèces qui avaient disparues depuis des décennies, voire un siècle et même plus, ont fait leur réapparition. D'autres sont en déclin important..

L'intensification de l'exploitation des prairies – surtout le passage du foin à l'ensilage d'herbe à partir des années 70 avec comme conséquence une première fauche plus précoce – s'est révélée très favorable au milan royal, alors que l'allouette des champs a pratiquement disparu de notre région.

D'autres espèces, dont les plus visibles sont les oiseaux sont revenues: la cigogne noire, le grand corbeau, le faucon pèlerin, le hibou grand-duc, toutes des espèces du bout de la chaîne alimentaire. On peut discuter longuement qui ou quoi a favorisé cette évolution. Il s'agit certainement d'un ensemble de facteurs et de circonstances favorables. Mais il faut reconnaître une chose: la recolonisation de la région par des espèces sensibles comme celles que je viens de citer est un indice infailible que ces espèces y trouvent des conditions

de vie favorables. Et là, c'est en premier lieu l'agriculture qui les crée, car elle occupe plus de la moitié de la superficie totale.

L'agriculture – partenaire indispensable pour la protection de la biodiversité

Une chose est sûre pour les agriculteurs et les organisations (Bauernbund et FWA): la protection de la biodiversité en tant que finalité ou raison d'être de l'exploitation agricole que si ces prestations contribuent significativement au revenu (c-à-d à la durabilité économique) des exploitations et si la rémunération reflète équitablement les frais en termes de coût, manque à gagner et temps de travail qu'engendrent ces prestations.

Pour beaucoup de protecteurs de la nature, l'agriculture semble encore et toujours être l'ennemi qu'il faut combattre à tout prix. Il est temps qu'ils reconnaissent que les objectifs de sauvegarde de la biodiversité ne peuvent pas être réalisés sans la présence de l'agriculture. En d'autres termes: protection de la nature et sauvegarde de la biodiversité ont besoin d'une agriculture viable.

Visions

Comment les organisations agricoles voient-elles la relation agriculture-protection de la nature?

1. Au lieu de se combattre, protection de la nature et agriculture doivent construire ensemble un partenariat durable basé sur la confiance. Chacune des deux parties doit montrer de la compréhension pour les intérêts légitimes et les contraintes de l'autre. Actuellement, on est encore loin d'un tel partenariat.
2. Les mesures de protection de la nature doivent être telles que les exploitations agricoles puissent les intégrer sans trop de difficulté dans leurs processus de production.
3. Les prestations écologiques doivent être honorées équitablement.
4. Il faut arriver à une situation „Win-Win“ pour les deux parties: deux gagnants, pas de perdant !!!

Concrètement, cela veut dire qu'il faut passer d'une politique imposée et bureaucratique à des solutions coopératives et contractuelles. Mais pas pour toutes les exploitations. A l'avenir, on aura peut-être deux types d'agriculture: d'un côté des entreprises agricoles compétitives sur les marchés agricoles dans des régions favorables et de l'autre côté des prestataires de services écologiques dans des situations environnementales où la compétitivité n'est pas assurée.

Concrètement

Comment intégrer l'agriculture dans la sauvegarde de la biodiversité?

1 → Il faut intégrer l'agriculture le plus tôt possible dans le processus de planification – et surtout ne plus jamais procéder comme on l'a fait dans le cas de Natura 2000 !

2 → Lors de la mise au point de mesures environnementales, il faut tenir compte des contraintes vitales (en termes d'économie et de travail) de l'agriculture. Il n'est plus concevable que le politique et les bureaucrates soutenus par des éco-intégristes imposent leurs mesures. Les mesures de protection doivent tenir compte de la pratique agricole et se conformer à chaque situation individuelle - et pas l'inverse ! Autrement dit, non aux mesures rigides, oui à des mesures flexibles adaptables à la situation individuelle de l'exploitation agricole concernée.

3 → Il faut tirer les conséquences des conflits et des erreurs du passé. Il faut viser un équilibre entre les intérêts de chacune des parties en présence, et ce dans le respect mutuel.

4 → Les suppléments de coûts de production, les manques à gagner et les contraintes au niveau de l'exploitation des terres doivent être compensés équitablement.

L'anti-exemple: Comment NE PAS procéder !

Natura 2000 en Wallonie est l'exemple à ne suivre plus jamais. Du point de vue des agriculteurs, tout ce qui aurait pu foirer a effectivement foiré !

1. Lors de la notification des zones Natura 2000 à l'UE, on n'a retenu que les aspects environnementaux, sans tenir compte de l'importance des parcelles pour l'exploitant agricole individuel. Cette façon de procéder est d'autant plus inadmissible qu'il est impossible de revenir en arrière, donc de retirer des parcelles notifiées du réseau Natura 2000.
2. On n'a pas tenu compte des conséquences pour les exploitations individuelles, pire encore, on ne les a même pas examinées ! Avec comme résultat que rien que pour deux sites Natura 2000, l'entièreté des pâtures accessibles pour les vaches laitières a été classé dans des unités de gestion avec des contraintes insupportables qui rendent impossible la poursuite des activités agricoles.
3. Lors des réunions d'information, l'administration a sciemment menti les agriculteurs en leur affirmant que le but de Natura 2000 est de conserver les terrains dans leur état actuel, autrement dit de poursuivre leur mode d'exploitation tel qu'il a été jusque-là.
4. Les éco-intégristes et leurs complices dans les administrations se sont mis d'accord pour chaque unité de gestion sur un ensemble de mesures de conservation rigides à transposer sans discernement, sans tenir compte de la situation individuelle des exploitations agricoles. Certaines de ces mesures constituent un nonsens du point de vue agronomiques et ne sont pas pertinentes pour la réalisation des objectifs de Natura 2000 ... mais elles restent immuables malgré cela.

5. Le monde à l'envers; on établit une liste de contraintes et après, on examine pour quelle espèce on pourrait l'appliquer !
6. Il est expressément interdit à la commission de conservation Natura 2000 (qui est censée réparer les dégâts sur le terrain) de toucher aux mesures de conservations décidées par des technocrates.
7. Et pour finir: Jusque maintenant, on n'a pas tiré les leçons qui s'imposent pour faire des agriculteurs des partenaires égaux.

Conclusion: Agriculture et protection de l'environnement – un problème !?

Agriculture et protection de la nature: à priori pas de problème

Agriculteurs et protecteurs de la nature – souvent autoproclamés et avec des visions idéologiques – ainsi que écobureaucrates: un grand problème !!

- l'accusation injustifiée des agriculteurs comme étant à l'origine de tous les maux
- protection de la nature sur le dos des agriculteurs

Mais: On ne peut pas exiger des agriculteurs des efforts considérables pour l'honneur de Dieu.

Seul la coopération mène au but.

Il faut jeter un regard „systémique“ sur l'agriculture en tenant compte des contraintes auxquelles l'agriculture est soumise.

En bref: il faut une situation „win-win“ pour les deux parties !!

Ich spreche hier nicht nur für die deutschsprachigen Landwirte und ihren Verband, sondern meine Aussagen sind mit der FWA in der Person von Didier Vieuxtemps abgestimmt. Ich werde gelegentlich ganz bewusst und gezielt provozieren und polemisieren. Ich möchte aber auch Wege für eine erfolgreiche Zusammenarbeit von Landwirtschaft und Umweltschutz aufzeigen.